



**ceides**

Centre africain d'Etudes Internationales  
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

## **POLE RECHERCHES ET PUBLICATIONS**

**Quelles visions du monde s'affrontent-elles  
dans le cadre de la campagne présidentielle  
américaine de 2020 ?**

Dr Christian POUT, Ministre Plénipotentiaire  
Président du Think Tank CEIDES

Directeur du Séminaire de Géopolitique Africaine Institut Catholique de Paris

**Octobre 2020**

## 1- Selon vous comment les candidats Trump et Biden voient-ils le monde et les relations internationales ?

Avant tout, je tiens à rappeler que la séquence électorale présidentielle aux Etats-Unis est un moment crucial, parfois délicat au regard de l'influence que le Président américain peut avoir sur les dynamiques internationales que celles-ci soient politico-diplomatiques, économiques, commerciales ou sociales. La superpuissance américaine, même si aujourd'hui talonnée de très près par la Chine, conserve un leadership à la limite hégémonique sur quelques secteurs d'activité (militaire, économie numérique etc.) qui lui permet encore de moduler les rapports de force et de faire triompher ses prétentions au sein du système international. Même s'il s'agit avant tout de conquérir exclusivement l'électorat américain, les positions de Donald Trump et de Joe Biden sur les grands enjeux internationaux concernant : la globalisation, le développement exponentiel des nouvelles technologies, le changement climatique, les conflits, la gestion des flux migratoires ou encore l'augmentation des inégalités et vulnérabilités dans le monde, revêtent une grande importance. A ce propos, je crois qu'en analysant avec du recul leur trajectoire, leurs propos et les actions posées par ces deux candidats on arrive à la conclusion qu'ils sont chacun porteur d'une perception traditionnelle et originale de la scène internationale qui se conjugue sur certains points. Le fil conducteur de leur projection internationale étant sans nul doute considérablement influencé par la doctrine « America First ! L'Amérique d'abord ! ». Le mandat de Donald Trump qui s'achève a permis de se faire une idée très nette sur ce nouveau déterminant de l'action intérieure et extérieure américaine. Même si, certains analystes remettent en cause l'existence d'une véritable doctrine trumpiste des relations internationales au motif que cette dernière ne reposerait pas sur la construction d'une architecture idéologique et institutionnelle linéaire conforme aux standards admis en la matière. Il ressort pour autant, comme le rapporte l'historienne Nicole Bacharan (dans *Le monde selon Trump, Tweets, mensonges, provocations, stratagèmes. Pourquoi ça marche ?* Tallandier, 2019) que depuis les années 1980, bien avant que Donald Trump ne soit Président des Etats-Unis d'Amérique et ensuite durant sa campagne et les premières années de sa mandature, qu'il est resté constant sur sa vision du monde, avec des idées bien arrêtées. A savoir que les Etats-Unis apportaient un soutien multiforme à ses alliés, qui pour quelques-uns était indispensable à leur survie, sans que de son côté son pays puisse en tirer des contreparties « chiffrées » substantielles ; que la structuration économique et commerciale internationale ne permettait pas /plus aux Etats-Unis de tirer parti de son énorme potentiel et de défendre ses intérêts, d'où son rejet du globalisme au profit d'un nationalisme conquérant (on se souvient par exemple de son discours tenu à l'ONU le 25 septembre 2018 : « *L'Amérique est gouvernée par les Américains. Nous rejetons l'idéologie globaliste, et nous choisissons la doctrine du patriotisme* ») ; et qu'en plus du manque de respect dont les Etats-Unis faisait l'objet et qu'il était urgent de faire disparaître, les pays considérés un temps comme des partenaires stratégiques, devaient en fait être perçus comme des adversaires voire à la limite comme des ennemis à l'instar de la Chine et de la Russie qui menacent selon lui les intérêts américains dans le monde.

Ces considérations expliquent la posture unilatéraliste qui jalonne le mandat de Donald Trump, et qui continuera sans doute encore d'irriguer sa politique s'il est réélu. Contrairement à l'internationalisme prônée par son prédécesseur Barack Obama et aujourd'hui repris par Joe Biden, Donald Trump fait ouvertement le choix d'un patriotisme exacerbé et décomplexé qui

ne manque pas néanmoins de mettre en avant le hard power, capacité de contraindre, en brandissant la force militaire dissuasive, mais aussi, la puissance économique. Ses prises de position en faveur d'une Amérique qui pèse sur l'échiquier international et qui est écoutée, sans toutefois remplir à plein temps la fonction de « gendarme du monde », me pousse à dire que l'interventionnisme américain continuera d'être circonscrit à certains dossiers. D'ailleurs, il le rappelait très bien il y'a deux ans : « *L'Amérique choisira toujours l'indépendance et la coopération plutôt que la gouvernance globale, le contrôle et la domination... Les États-Unis ne vous diront pas comment vivre, ou travailler, ou prier. Nous demandons seulement que vous honoriez également notre souveraineté* ». (Discours à l'ONU, 25 septembre 2018).

Il va s'en dire que ce désengagement progressif à créer une onde de choc dans certaines arènes multilatérales, allant jusqu'à provoquer des tensions diplomatiques graves lorsque par des raisonnements spécieux, les États-Unis sous la houlette de Trump décidèrent de se retirer de l'UNESCO, du Conseil des droits de l'Homme, de l'Accord de Paris sur le climat (même si le pays continue de faire les frais de catastrophes naturelles), de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien, du Traité de désarmement sur les forces nucléaires à portées intermédiaire (FNI) ou encore de suspendre leurs contributions à l'ONU, à l'OMS en pleine pandémie de la Covid-19 ; de remettre en cause certains fondements de l'OTAN, du G7 ou le rapprochement avec Cuba.

Selon moi, pour Donald Trump, le monde devra en dehors d'un repli stratégique sur soi, être celui où les États-Unis « ne se laisseront pas de gagner », en particulier dans les secteurs économiques et commerciaux. A ce propos, on peut raisonnablement penser qu'il continuera pour faire bouger les lignes au bénéfice de son pays, l'offensive qui l'avait déjà menée à sortir du Traité de libre-échange transpacifique (Trans-Pacific Partnership, TPP) ; de renégocier l'Aléna, où il décida en 2018 que le nouvel accord s'appellerait « accord États-Unis-Mexique-Canada » ou USMCA, pourtant sans grand changement sur le fond ou encore, d'imposer de nouvelles taxes, droits de douane sur les produits en provenance de l'Union Européenne, mais aussi de la Chine ; et à critiquer l'OMC quitte à paralyser son Organe de règlement des différends (ORD).

La perception trumpienne du monde rompt aussi avec des usages classiques qui consistaient à mettre à l'index des États catalogués « États voyous », c'est-à-dire, selon le politologue Alexander George, des États qui « refusent de se conformer aux normes et pratiques du système international. Ces États peuvent chercher à dominer et à remodeler le système selon leurs propres volontés et viser au changement de l'hégémonie régionale ou mondiale ». On peut ainsi se dire que Trump continuera d'implémenter une vision alternative des relations internationales, qui l'a amené à se rapprocher des leaders populistes qui le fascine, qu'il s'agisse de Kim Jong-Un en Corée du Nord, de Vladimir Poutine en Russie ou de Recep Tayyip Erdoğan en Turquie.

Je crois devoir dire ici qu'il y'a très peu de chance que la vision de Trump soit maintenue ou poursuivie dans l'absolue s'il venait à perdre l'élection. En effet, ramant à contre-courant de ses positions, le candidat Joe Biden, plus libéral, a affirmé sans détour qu'il était favorable à ce que les États-Unis redeviennent le « gendarme du monde » sous la base de principes réformés au regard des possibilités qu'offrait une présence américaine proactive à l'étranger. Il s'est de ce fait positionné pour une implication dans les affaires politiques, économiques et sécuritaires mondiales, en réaffirmant s'il est élu, l'engagement des États-Unis au sein

d'alliances globales et d'accords internationaux que le président Trump a abandonnés ou critiqués. Il s'avère en réalité que les divergences d'opinions des candidats au sujet des alliances soient ce qui les distinguent le plus. Dans la revue *Foreign Affairs*, Joe Biden a écrit que Donald Trump « *avait rabaisé, miné et dans certains cas abandonné les alliés et partenaires des Etats-Unis* », alors que lui considère qu'au-delà de la facture souvent salée, la collaboration avec les alliés traditionnels des Etats-Unis et les organisations internationales est un facteur de puissance et un moyen d'affirmer le leadership des Etats-Unis, au sein d'une communauté ayant en partage des valeurs communes.

Enfin, je pense que s'il y'a bien un sujet sur lequel les visions des deux candidats ont le plus de points de contact, c'est bien celui du maintien des pressions sur la Chine. Il est d'ailleurs fort à craindre que celles-ci s'amplifient et s'élargissent sur les droits de l'homme, le sort des Ouïghours, de Hong Kong, de Taïwan.

## **2- Pourriez-vous nous indiquer les priorités de l'un et l'autre en matière de défense et diplomatie ?**

Les éléments prioritaires de la politique de défense et diplomatique des Etats-Unis s'enracinent sur un paradigme dual, même s'ils diffèrent dans leur déclinaison. Il convient de rappeler qu'à l'ère post guerre froide, les politiques américaines du dedans et du dehors étaient guidées, d'une part, par les principes directeurs de la mondialisation. La doctrine Clinton (extension des démocraties de marché) et plus en avant, l'interconnexion de l'ordre international sous l'impulsion des Etats-Unis servait de référentiel idéologique. Les idées dominantes étaient alors propices à une exportation des valeurs, normes, principes et institutions sous le modèle américain dans le reste du monde, étant donné qu'avec la disparition de l'Union soviétique et de ses pays satellites, il n'existait plus de véritables barrières. D'autre part, les événements traumatisants survenus aux Etats-Unis en lien avec le terrorisme ont poussé le pays à partir du 11 septembre 2001, à déclarer la « guerre mondiale contre le terrorisme » sous George W. Bush. Ces orientations qui ont structuré les politiques publiques américaines ne sont pas complètement révolues et continuent encore dans une certaine mesure à inspirer les leaders américains, même si désormais, ils sont plus attentifs à deux paramètres à savoir : en interne, tenir davantage compte des aspirations des classes moyennes et populaires américaines qui n'adhèrent plus spontanément à l'idée d'une Amérique « gendarme du monde » ; et à l'extérieur, endiguer le déclin des Etats-Unis dont la puissance ne cesse de décroître.

Je pense que ces derniers paramètres permettent de mieux cerner les priorités en matière de défense et de diplomatie des deux candidats. Dès 2016, Donald Trump montait déjà au créneau en affirmant qu'il « *mettra toujours les intérêts du peuple américain et de la sécurité américaine au-dessus de tout le reste* ». (Discours devant le Center for National Interest, 27 avril 2016). C'est donc tout naturellement que l'administration Trump s'est plus attardée sur l'élaboration de stratégies et plans d'action pour assurer la supériorité militaire et économique des Etats-Unis sur ses adversaires. En 2017, ladite administration a présenté le National Security Strategy (NSS) et surtout le National Defense Strategy, qui énonçait les priorités stratégiques sur le long terme. La Chine y était ciblée comme le véritable rival des Etats-Unis d'Amérique. Cette rivalité touchant plusieurs domaines : militaire, économique,

technologique, politique et culturel. On voit clairement qu'il y'a un consensus entre républicains et démocrates au sujet du NSS.

Par ailleurs, les ambitions de Trump au sujet de l'armée ont parfois été concrétisées. À ce sujet, il affirmait en 2016 que : « *Nous renforçons notre armée, non comme un acte d'agression, mais comme un acte de prévention. En bref, nous cherchons la paix grâce à la force. Nous ne voulons pas d'une armée affaiblie par nos interventions dans tous les sens, en train de combattre dans des régions où on ne devrait pas être* » (Meeting, Fayetteville, Caroline du Nord, 6 décembre 2016). Ainsi, durant la première année de son mandat, Donald Trump a ajouté 54 milliards de dollars au budget de l'armée, et retiré la même somme au département d'État (diplomatie). En 2019, les Etats-Unis concentraient à eux seuls près de 40% des dépenses militaires mondiales. Avec un budget pour la défense de 677 milliards de dollars, 1,4 million d'hommes sous les drapeaux et 800 bases militaires dans le monde. En comparaison, la Chine était dotée de 177 milliards de dollars de crédits militaires en 2018. Toujours dans ce sillage, Donald Trump a comme priorité de faire des États-Unis « la première puissance spatiale mondiale », un objectif qu'il considère comme « une question de sécurité nationale ».

Il m'apparaît que le Président Trump maintiendra son cap en matière de défense, même s'il a été critiqué pour son slogan « la loi et l'ordre » lorsqu'il se prononça sur les violences policières envers la communauté afro-américaine ou pour les changements intempestifs dans son cabinet. Il a en effet eu licencié pas moins de quatre chefs d'état-major et cinq conseillers nationaux à la sécurité.

En matière de politique étrangère, de diplomatie, je dois dire qu'il n'est pas aisé de cerner avec exactitude les contours de la politique diplomatique de Donald Trump, celle-ci ne faisant pas a priori l'objet d'une définition claire et efficace. De plus, les dysfonctionnements qu'on relève dans la diplomatie (perturbation du processus décisionnel, vacances de postes clés, démissions, coupes budgétaires drastiques, délaissement des canaux de communication politique et diplomatique officiels, non recours aux experts etc.) n'aident pas vraiment.

Cependant, je peux affirmer sans exagération que Donald Trump est le Président américain qui a en quelque sorte « reprogrammé plus concrètement la politique étrangère américaine ». Je partage dans ce cas l'avis de Martin Quencez qui pense que Donald Trump est bien porteur d'une vision et pratique de la politique étrangère inédites, vecteurs d'une transformation profonde du leadership américain dans le monde. En effet, Donald Trump se singularise en adoptant il faut l'avouer, des ruptures assez audacieuses qui obéissent en priorité aux préoccupations de politique intérieure et surtout de défense des intérêts américains. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre un ensemble d'initiatives conduites par lui : transfert de l'Ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem et reconnaissance de l'annexion du plateau du Golan, restriction de l'accès à certains marchés au niveau interne, augmentation des droits de douane, taxes à l'importation sous fond de guerre commerciale, durcissement de la politique sur l'immigration, proclamation et renforcement des sanctions économiques, en particulier contre le Venezuela, l'Iran, Cuba, et davantage, du fait des effets extraterritoriaux de la législation américaine. Ces quelques exemples s'inscrivent dans l'opérationnalisation de la politique America First, cheval de bataille de Donald Trump en 2016 et reconduit comme on le voit dans la campagne actuelle. Ils sont en outre à additionner avec ses attaques ouvertes contre le globalisme auquel il préfère le nationalisme, contre le multilatéralisme qui limiterait

selon lui les marges d'action des Etats-Unis et les institutions internationales aux principes trop contraignants.

S'il me faut énumérer quelques priorités, je dirai avec Maya Kandel que la politique étrangère de Donald Trump sera en cas d'élection toujours axée sur la compétition stratégique (ou compétition de puissances, great power competition) qui supplante chaque jour un peu plus la lutte contre le terrorisme comme finalité première de la politique étrangère ; l'unilatéralisme et le nationalisme sous la direction du slogan « America First » et un peu moins sur l'interventionnisme.

La politique étrangère que Joe Biden quant à lui envisage mettre en œuvre en cas de victoire ne sera pas totalement en marge des fondements de celle de Donald Trump. Mais avant d'y revenir, j'aimerais préciser que Joe Biden qui a une très longue et riche carrière derrière lui depuis 1973, est également très attaché au « Nations building at home », c'est-à-dire à l'orientation qui consiste à prioriser la construction et la réparation de la nation américaine avant de penser à l'extérieur. Toutefois à côté de cela dans le domaine de la défense, il devrait apporter quelques ajustements au NSS, lui qui a déclaré avoir toute sa vie travailler sur les problèmes de sécurité nationale et de renseignement. Mais sur les questions de politique sécuritaire extérieure, il aura assurément à redire sur la politique d'annexion des territoires palestiniens par Israël ; sur la guerre en Irak, et reconsidérer le soutien indéfectible américain en faveur de l'Arabie Saoudite sur la guerre au Yémen. Globalement, l'action de Joe Biden devrait viser à limiter le déploiement de troupes au Moyen-Orient et en Afghanistan. Il serait ainsi dans la continuité de Barack Obama dont il a été le Vice-Président, et dans une moindre mesure de Donald Trump, qui lui aussi est sensible à la « stratégie du transfert du fardeau » qui traduit la volonté de mettre fin aux guerres sans fin.

Concernant la diplomatie, on peut tout à fait penser que Joe Biden plus traditionnel, ancien président de la commission des affaires étrangères lorsqu'il était au Sénat, renouera avec les procédés classiques où le président américain se contente d'agir selon et/ou de promouvoir des principes et orientations diplomatiques sagement construits par la bureaucratie spécialisée du département d'Etat avec le soutien de quelques experts renommés. Je vois très clairement dans la composition de son équipe de campagne, une affirmation de la confiance qu'il a à l'égard des compétences diplomatiques américaines. On y dénombre pour l'occasion Jake Sullivan qui a été un adjoint du président Barack Obama et directeur de la planification politique au département d'Etat. Nicholas Burns qui a occupé des postes de haute responsabilité en politique étrangère sous les présidents George W. Bush et Bill Clinton. Tony Blinken qui était secrétaire d'Etat adjoint et conseiller adjoint à la sécurité nationale de Barack Obama. Susan Rice, qui a été ambassadrice à l'ONU pendant la présidence de Barack Obama.

Ce qui est certain, c'est que Joe Biden fera retomber à quelques exceptions près les tensions diplomatiques bilatérales et multilatérales. Il s'est déjà engagé à revenir le plus tôt possible sur : l'interdiction d'immigrer aux Etats-Unis pour les citoyens de certains pays musulmans, le retrait de l'OMS, l'opposition à l'Accord de Paris. Il s'est aussi prononcé pour la poursuite du rapprochement avec Cuba, le retour au multilatéralisme, à travers une présence plus marquée au sein de l'ONU et dans d'autres instances internationales, en partie pour entraver l'influence de la Chine et ressouder les liens d'amitié transatlantique écorchés par l'imprévisibilité de Donald Trump. Néanmoins, je voudrais ajouter que les choses ne sont pas

aussi simples, Joe Biden devra en cas d'élection, jouer les équilibristes pour concilier les positions de ceux qui pensent que l'exceptionnalisme américain ne devrait plus être une ligne de démarcation internationale, encore moins la promotion des valeurs démocratiques dans le monde. Mais plutôt l'établissement de politiques publiques plus juste pour l'ensemble des américains, surtout les classes moyennes et les populations vulnérables des pays étrangers.

### **3- Quelles perspectives entrevoyez-vous dans les relations entre l'Afrique et les Etats-Unis si l'un ou l'autre l'emporte ?**

Sur cette question en particulier, je pense que les rapports Afrique – Etats-Unis s'adapteront à la vision du monde que défend chaque candidat, mais aussi, et cela peut s'avérer être une contrainte et moins un atout, à la doctrine « America first ». Cette dernière peut avoir un impact plus grand sur la politique africaine des Etats-Unis. Je tiens tout de même à signaler que malgré l'unilatéralisme de Donald Trump qui motiverait son désengagement global et l'internationalisme apparent de Joe Biden, qui lui favoriserait, on suppose, la conclusion de nouveaux partenariats en Afrique, le contexte ambiant aux Etats-Unis dictera, du moins pendant les premières années, la conduite à tenir du président qui sera élu. En effet, le prochain titulaire du fauteuil présidentiel héritera d'un pays en crise économique, crise sanitaire et déchiré voire désunis à cause des profondes divergences sur des questions d'intérêt national comme : les tensions raciales, la législation sur les armes, la migration, la politique carcérale, sanitaire, climatique etc. Il ne sera donc pas évident de (re)placer l'Afrique au cœur des priorités stratégiques. Jusqu'à présent, l'administration Trump a joué un rôle disons « marginal » en Afrique. Donald Trump lui-même a tenu des propos désobligeants sur le continent et sur ses hommes politiques, qui ont parfois choqué. Il ne s'est jamais rendu sur le continent et n'a reçu que très peu de présidents africains (Nigéria, Kenya). Par ailleurs, le retard de deux ans accusé pour nommer un Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines en la personne de Tibor Nagy a été perçu comme une preuve supplémentaire de son désintérêt pour l'Afrique. Même si des Majors et Juniors américaines opérant dans le secteur extractif continuent d'entretenir des relations avec les pays africains, certes avec moins de dynamisme qu'il y'a cinq ans, certains experts pensent que le développement du pétrole de schiste aux Etats-Unis qui a diminué les besoins d'importation du pétrole africain, affecte sa politique dans l'ensemble.

Deux raisons sont à présent avancées pour expliquer le « service minimum » des Etats-Unis en Afrique. Il s'agit d'une part, de la volonté manifeste de Donald Trump de contrer la progression chinoise sur le continent, désormais son premier partenaire commercial. On observe alors ici une déportation en Afrique de la guerre d'influence que se livre les deux puissances et là, la « dernière frontière » redevient un enjeu stratégique de premier ordre. Cette volonté de limiter l'influence chinoise est en partie à l'origine de la création par Donald Trump d'une nouvelle agence de développement, the US International Development Finance Corporation (USIDFC), initialement dotée d'un budget de 60 milliards de dollars. Cette dernière a déjà eu à injecté 25 millions de dollars dans un fonds de SPE Capital, présent à Tunis et à Casablanca, et 30 millions dans le nouveau véhicule panafricain d'AfricInvest. L'américain Global Access Fund a reçu 100 millions de dollars pour des projets dans l'eau et l'assainissement dans dix pays du Sud, dont le Kenya, le Nigeria et l'Ouganda. D'autre part, l'action de Donald Trump est motivée par le souci d'assurer la collaboration sécuritaire et la

continuité diplomatique. La lutte antiterrorisme continue d'être un sujet central à Washington, le président est obligé d'en tenir compte. Les Etats-Unis conservent ainsi leurs 34 sites militaires sur le continent. Malgré le désir de Donald Trump de réduire les effectifs et de diminuer les budgets de l'AFRICOM (United States Africa Command), le commandement des Etats-Unis pour l'Afrique qui coordonne les opérations américaines sur le continent depuis 2001, il s'est heurté à la vive opposition du Congrès pourtant dominé par les Républicains. Il s'avère cependant que les Etats-Unis restent plus présent au niveau du renseignement et de la logistique. La collaboration militaire américaine dans le Sahel, bénéficie ainsi de près de 50 millions de dollars par an. De même, des drones américains ont permis la localisation de chef terroriste Abdelmalek Droukdel au nord-mali, ce qui a favorisé son élimination par les français.

Comme je l'ai dit, la conjoncture interne aux Etats-Unis ne permettra pas au nouveau président de trop se déployer en Afrique dans un premier temps. Qu'à cela ne tienne, Joe Biden est celui qui a le plus exposé sa volonté de faire évoluer les relations entre son pays et l'Afrique. En plus du fait qu'il connaît l'Afrique au-delà des clichés et préjugés misérabilistes et crisogènes, pour y avoir voyagé et ainsi se faire une idée plus conforme à la réalité, il a construit une véritable stratégie pour conquérir la communauté afro-américaine et la diaspora africaine. Il s'est engagé envers elles à éliminer les restrictions contre les pays musulmans, y compris les pays en Afrique, à remettre sur orbite et à renforcer un programme pour la jeunesse africaine, Yali (Young African Leaders Initiative), **qui avait été mis en place par l'équipe de Barack Obama en 2010.**

Par ailleurs, dans son équipe de conseiller(e)s pour la campagne, plusieurs membres ont occupé de hautes fonctions sur et/ou pour le continent autant sur le plan diplomatique que sécuritaire. Je repense ici à quelques noms déjà cités : Antony Blinken qui a conduit des voyages officiels au Maroc, Djibouti, Nigéria ou encore en Afrique du Sud ; et qui est favorable à un partenariat plus étroit avec l'Afrique ; Susan Rice qui a été Secrétaire d'Etat adjointe aux affaires africaines de 1997 à 2001, et qui possède une bonne expérience dans la gestion des crises ; Michelle Gavin, ancienne Ambassadrice au Botswana de 2011 à 2014 et ancienne Représentante des Etats-Unis auprès de la SADC, et aujourd'hui membre de l'Institut Afrique-Amérique ; Nicolas Burns qui a été en service à l'Ambassade américaine en Egypte de 1983 à 1985.

#### **4- S'agissant du cas particulier des relations USA- Cameroun, à quoi faudrait-il s'attendre notamment en matière de défense, diplomatie et développement en cas de victoire de Trump ou Biden ?**

Le Cameroun et les Etats-Unis entretiennent des relations bonnes, constantes et stables dans plusieurs domaines de coopération qui ne cessent d'évoluer. Je crois devoir rappeler que les relations bilatérales officielles entre les deux pays remontent avant l'indépendance du Cameroun comme Etat, en particulier à 1957, année d'une présence consulaire américaine. Le Cameroun a par la suite après son indépendance en 1960, ouvert aux Etats-Unis deux missions diplomatiques : une Ambassade à Washington et une Mission Permanente auprès des Nations Unies à New York. En retour, les Etats-Unis ont créé un Bureau d'Ambassade à Douala en 1964 et après une Ambassade à Yaoundé. Les rapports entre nos pays reposent à ce jour sur des instruments juridiques bilatéraux, près d'une vingtaine d'Accords et Traités

couvrant des domaines variés notamment diplomatique, politique, économique et technique. L'assistance technique américaine dont bénéficie le Cameroun touche en effet plusieurs secteurs comme : la paix et la sécurité ; la promotion de la démocratie ; l'investissement économique et humain ; la coopération socioculturelle et la compréhension mutuelle ; la santé etc. En considérant l'intensité des échanges au niveau politico-diplomatique, sécuritaire, humanitaire et économique entre les deux pays, je peux dire que les options du futur locataire de la *White House*, peu importe le vainqueur s'inscriront dans l'approfondissement des relations bilatérales qui existent déjà. Il est vrai que on peut s'attendre à une attention assez particulière de Joe Biden s'il est élu, sur la question de la crise anglophone et du respect des droits de l'Homme, même si les Etats-Unis ont eu à souligner les progrès très encourageants du Cameroun (dans des Rapports publiés entre 2005 et 2018) dans les domaines tels que : la liberté de religion et droits religieux ; la protection des réfugiés ; l'utilisation de la main d'œuvre infantile ; la législation contre le trafic et la traite des personnes et son leadership en Afrique Centrale dans le domaine de la paix et de la stabilité des institutions, ainsi que le renforcement de la lutte contre la corruption par l'action du Tribunal criminel spécial (TCS). En effet, le déploiement diplomatique américain et camerounais m'amène à légitimement penser que la coopération devrait s'amplifier au regard des enjeux du moment en matière de défense, diplomatie et développement. Déjà en ce qui concerne la défense, le Cameroun a fait l'objet ces dernières années d'une sollicitation constante des Etats-Unis avec pour corpus directif la promotion de la bonne gouvernance, l'extension de la responsabilité régionale dans le contre-terrorisme et la lutte contre l'extrémisme violent. On a ainsi vu défiler sur son territoire des personnalités militaires et civiles de haut rang à l'exemple de : Mme Robin Meyer, Directeur Afrique Centrale au Département d'Etat américain (*Director of the Office of Central Africa Affairs in the US Department of State*) en janvier 2014 ; M. Stuart Symington, *Deputy Assistant in the US State Department in charge of African Affairs*, représentant spécial des Etats-Unis en Centrafrique en octobre 2015 ; le Général Rodriguez qui a effectué une seconde visite à Yaoundé en octobre 2015 ; S.E. Samantha Power, Ambassadeur Représentant permanent des Etats-Unis auprès des Nations Unies, membre du Cabinet du Président Barack Obama en avril 2016 ; Mme Anne Richard Sous-Secrétaire américain chargée de la Population, des Réfugiés et des Migrations (PRM) en juillet 2016 ; SE. Daniel Mozena, United States Senior Coordinator on Boko Haram, en juillet 2016 ; Mme Jane Kaminski, *Regional Program Manager, Bureau of Counter terrorism and Countering Violent Extremism, US Department of State* et Monsieur Calvin WILSON, *Senior Correction Advisor, US Department of Justice* en juillet 2017 ; l'Honorable Steve Russell, Membre Républicain du Congrès Américain et Représentant du 4<sup>e</sup> District de l'Etat d'Oklahoma, qui conduisait une Délégation parlementaire américaine en février 2018 ; l'Ambassadeur Alexander Laskaris, Commandant Adjoint pour l'Engagement Civilo-Militaires à AFRICOM, qui conduisait en mars 2018 une Mission, composée du Major Général Marcus Hicks, Commandant des Operations Spéciales d'AFRICOM, et de M. Daniel Mozena, Coordonateur en Chef du programme sur la lutte contre Boko Haram au Département d'Etat américain ; M. Alan Patterson, Secrétaire d'Etat adjoint à la Défense chargé des affaires africaines, Deputy Assistant Secretary of Defense for africains Affairs et du General Curtis L. Williams, Deputy Director for Political-Military Affairs Africa, for Strategic Plan and Policy en juin 2018 ; M. Neal Kringel, Secrétaire d'Etat adjoint par intérim au *Bureau of Conflict and Stabilization Operations-CSO* du Département d'Etat américain en juin 2018 ; le Congressman Frank Lobiondo, Président du Sous-comité sur la CIA (« *Chairman of the CIA Subcommittee* ») du « *House Permanent Select Committee on Intelligence (HPSCI)* » qui conduisait une délégation du Congrès américain en juillet 2018 ; M. Richard Albrigh, le Sous-Secrétaire d'Etat au « *Bureau of Population, Refugees and Migration (PRM)* » du Département d'Etat américain qui conduisait une délégation en août 2018 ; le Major General Roger I. Cloutier,

Commanding General, United States Army Africa qui conduisait une délégation d'Officiers militaires américains en février 2019 ; Mesdames Chidi Blyden, Maggie McNamara et de Messieurs Mark Morehouse et Mike Loconsolo, membres d'une délégation d'Officiers américains membres du Comité des Services Armés du Sénat (Senate Armed Services Committee) en février 2019.

Vous me pardonnerez mon exhaustivité, mais je crois qu'il était important de passer en revue ces importants va et vient pour apprécier la pertinence de la coopération en matière de défense, et le grand intérêt qu'elle revêt au plus haut sommet des deux Etats. Il ne vous aura pas échappé, je présume que le Cameroun est en proie d'une part à une crise de nature sécessionniste dans la partie anglophone du pays et d'autre part, dans sa partie septentrionale aux terroristes de Boko Haram. C'est ce qui justifie d'ailleurs la présence de la « Task Force Talon » d'origine américaine basée à Garoua, la réception en mai 2018 par le Cameroun de 02 Aéronefs de type C-208B équipés en matériel de surveillance et de détection et également munis de caméra haute définition ou encore l'implication du Cameroun dans la Coalition Internationale focaliser dans la lutte contre les groupes terroristes présents en Afrique et affiliés à l'Etat Islamique.

Sur le plan diplomatique, les échanges sont tout autant aussi riches, du 26 au 30 mai 2018, une délégation du Comité des Affaires Etrangères du Senat américain, conduite par Mesdames Heather Flynn et Lesley Warner, a séjourné au Cameroun dans le cadre d'une visite d'information parlementaire, conduite au nom du Sénateur Démocrate Robert Mendez, membre du Cabinet du Senat et par ailleurs Président du Comité des Affaires Etrangères du Senat américain. Ladite délégation américaine a pu s'entretenir avec les autorités camerounaises sur : le renforcement des liens commerciaux ; la lutte contre le terrorisme ; le relèvement nécessaire de la bonne gouvernance et de la démocratie ; la lutte contre les violations des droits humains et le perfectionnement des mécanismes de reddition des comptes ; les échéances électorales et la situation dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

En mars 2019, c'est l'Ambassadeur TIBOR NAGY, Sous-Secrétaire d'Etat américain chargé des Affaires Africaines qui est venu poursuivre les discussions sur des sujets d'intérêt commun notamment : la coopération sécuritaire ; la situation socio-politique dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; ainsi que l'environnement des affaires au Cameroun. Quelques mois après, en juillet 2019, le Cameroun recevait encore en visite de travail une délégation de Haut Niveau du Congrès américain, conduite par la Congresswoman Karen BASS, Démocrate, Membre influent, représentante de l'Etat de Californie (37<sup>e</sup> District), et Présidente de la Sous-Commission des Affaires Africaines à la Commission des Affaires Etrangères du Congrès américain.

Comme on peut le constater, le Cameroun reste fidèle aux principes directeurs de son action internationale de diplomatie de présence et de rayonnement qui lui ont toujours permis de s'affirmer comme un acteur ouvert au monde, soucieux du maintien de la paix, de la justice, des droits de l'homme et d'un ordre économique international plus équitable. Il me semble que c'est dans la recherche permanente de cette équité économique pour tous les Etats du monde qu'il faut comprendre ses interactions avec les Etats-Unis en matière de développement.

Lors de la Conférence économique internationale « *Investir au Cameroun, Terre d'attractivités* », qu'il a organisé les 17 et 18 mai 2016 à Yaoundé, le Chef de l'Etat, S.E Paul

Biya a souligné que : « *notre objectif (...) est d'atteindre l'émergence à l'horizon 2035. (...) Toutes nos politiques publiques sont orientées dans cette direction* », relevant « *la volonté forte du Cameroun d'attirer, sur son sol, toujours plus d'investissements productifs, en vue d'accélérer la croissance économique et la prospérité pour ses populations* ». Il ne fait aucun doute que ce positionnement continuera de guider l'action gouvernementale dans le sens d'une amélioration de l'attractivité (bonification du climat des affaires, simplification des procédures administratives, guichet unique, visas etc.) pour apporter aussi des réponses aux interpellations américaines. On peut déjà se satisfaire de ce que de grands patrons et responsables américains se soient manifestés dans des projets d'envergure, je pense ici à M. Farid Fezoua, General Electric's Chief Executive Officer for Africa en visite du 03 au 04 décembre 2018 ; M. Mike Mason, PDG du géant américain GEOVIC Mining Corporation en visite du 22 au 26 Juillet 2019 et à M. Daniel Moore, Directeur Régional Afrique de l'Ouest de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) en visite de travail du 13 au 14 août 2019.

Je dirai en définitive que si Donald Trump ou Joe Biden l'emporte aux Etats-Unis, le Cameroun restera disposé à travailler dans le respect de la souveraineté et des prérogatives de chaque pays. Il s'attèlera aussi à faire avancer quelques dossiers, notamment, celui de la levée de suspension à l'AGOA survenue en novembre 2019 ; l'ouverture effective d'un Trade and Investment Hub américain pour l'Afrique Centrale à Douala ; le projet de mise en place d'un showroom des produits agroalimentaires à Philadelphie aux USA dont les négociations sur le financement sont en bonne voie ; et le Projet de réouverture du Consulat Honoraire du Cameroun à Houston, suite aux hautes directives de la Hiérarchie.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



**ceides**  
Centre africain d'Etudes Internationales  
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

[www.ceides.org](http://www.ceides.org)      Email : [infos@ceides.org](mailto:infos@ceides.org)



Think tank Ceides